



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie commercialement par :

Mme Kristina PAUNAC

Service des Marchés et Achats

01.69.08.54.20 / kristina.paunac@cea.fr

Affaire suivie techniquement par :

Mme Geraldine BARBEY

DSST/SLEM/GTF

01.69.08.60.61 / geraldine.barbey@cea.fr

**TRAVAUX D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE
L'ETANCHEITE DES TOITURES TERRASSES DES
CENTRES DU CEA DE SACLAY (91) ET DE
FONTENAY-AUX-ROSES (92)**

Référence : **Projet de marché n° B24-06726-KP**

M. Philippe FALLER

DSST/SLEM/GTF

01.69.08.79.16 / philippe.faller@cea.fr

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame**, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

Ou si groupement

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de
- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	5
ARTICLE 4 - DUREE	8
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES	8
ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	10
ARTICLE 7 - PHASE DE REVERSIBILITE SORTANTE (OPTION 3)	14
ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES.....	15
ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION	18
ARTICLE 10 - REUNIONS	19
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	21
ARTICLE 12 - QUALITE	22
ARTICLE 13 - MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES	22
ARTICLE 14 - LIVRAISON	22
ARTICLE 15 - RECEPTION	23
ARTICLE 16 - GARANTIE	24
ARTICLE 17 - MONTANT.....	26
ARTICLE 18 - REVISION	30
ARTICLE 19 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	31
ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE	32
ARTICLE 21 - PENALITES.....	33
ARTICLE 22 - ASSURANCES	34
ANNEXE 1- PERSONNEL DU TITULAIRE	35
ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)	42
ANNEXE 3 – MODELE DE FDM DP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	43
ANNEXE 4 – LISTE DES BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES.....	44



ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de travaux d'entretien et de maintenance de l'étanchéité des terrasses (y compris végétalisées) et des toitures des bâtiments du CEA situés sur les sites de Saclay, de Fontenay-aux-Roses et de leurs annexes situées à :

Pour SACLAY :

- l'Orme des Merisiers à Saint Aubin (91),
- l'Hôpital d'Orsay (91) - Service Hospitalier Frédéric Joliot (SHFJ),
- les bâtiments NANO-INNOV à Palaiseau (91),
- les stations de surveillance atmosphérique.

Pour FONTENAY-AUX-ROSES :

- le site d'Evry (91) comprenant le Génoscope et le Centre National de Recherche en Génomique Humaine,
- les stations de surveillance atmosphérique.

1.2 Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques figurant dans les Spécifications Techniques (habilitations électriques, QUALIBAT, formation des intervenants à la radioprotection de type CEFRI et aux risques amiante de type Sous-Section 4...) et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

1.3 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction du CEA/Paris-Saclay.

1.4 Régime de sécurité de la prestation

Les prestations à réaliser sont situés au sein des bâtiments situés sur le site du CEA de Saclay (91), de Fontenay-aux-Roses (92) et de leurs annexes énumérées ci-avant. Les prestations du marché se déroulent dans le respect des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure dans le cas de chantiers non clos et indépendants nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention (décret n°92-158 du 20/02/1992).



Marché n° 4001XXXXXX

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B24-06726-KP, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé DSST/SLEM/GTF/CC/25 098 du 18/06/2025,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Fontenay-aux-Roses ;
 - la note relative aux exigences applicables aux intervenants extérieurs aux INB de la DES PSAC n°DES/PSAC/SP/01 indice B de juillet 2022 ;
 - le Cahier des Spécifications Techniques Générales (CSTG) relatif aux prestations et/ou travaux à réaliser, en dehors des INB, sur le Centre du CEA/FAR (référéncé STLI.CSTP.12/001 du 14/06/2012) ;
 - le Cahier de Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de l'UADF du CEA de Fontenay-Aux-Roses référencé F1-UADF/CCTG/23-53/GEN indice A du 24/05/2024, ainsi que tous les documents applicables qui y sont mentionnés;
 - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP), référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021.
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
 (à compléter par le soumissionnaire)

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.



Marché n° 4001XXXXXX

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

3.1 La partie forfaitaire

La partie forfaitaire se décline en une tranche ferme et 3 options, ainsi qu'il suit :

3.1.1 Tranche ferme

Campagne annuelle de travaux et maintenance sur 3 ans incluant :

- la visite annuelle de maintenance préventive qui comprend les opérations d'entretien et de nettoyage des terrasses, des gouttières et des chéneaux,
- le diagnostic pour chaque terrasse à l'issue de la visite annuelle et la mise à jour des plans,
- une 2^{ème} visite pour 25 terrasses,
- les interventions de maintenance corrective (mises en sécurité ou réparations localisées et limitées) comprenant uniquement la main d'œuvre,
- la gestion du stock de pièces détachées et consommables.

3.1.2 Options :

Le marché est composé des 3 options suivantes :

- Option 1 relative à la prolongation du marché pour une première année supplémentaire à compter de la fin de la tranche ferme,
- Option 2 relative à la prolongation du marché pour une deuxième année supplémentaire à l'issue de l'option 1.
- Option 3 portant sur la réversibilité sortante.

3.2 La partie estimative

La partie estimative est composée d'une partie sur bordereau de prix et d'une partie sur devis préalables :

3.2.1 Prestations sur bordereaux de prix

Le Titulaire pourra être amené à réaliser des prestations sur la base des montants indiqués dans le bordereau de prix unitaire (BPU). Les prestations concernées sont les suivantes :

- La fourniture des pièces détachées, des consommables et du matériel nécessaire aux interventions effectuées dans le cadre de la maintenance corrective,
- L'accompagnement et le conseil technique pour l'organisme de contrôle qui assure les prélèvements amiante, puis le rebouchage des carottages (prestations en Sous-section 4).

Ces prestations seront rémunérées selon le bordereau du prix en annexe 4.

Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par un ordre de service (OS) dont le modèle figure en annexe 2.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont en relation directe avec l'objet et le périmètre du marché et s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations. Le chiffrage de ces BPU doit être justifié et détaillé.
- une prestation sur devis préalable qui s'avèrerait récurrente peut être transformée en unité d'œuvre et être intégrée au BPU.

A titre exceptionnel, le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.2.2 Prestations sur devis préalables

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé à l'article « Montant » du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification ou l'ajout de travaux supplémentaires.

Les prestations sur devis préalables portent exclusivement sur des modifications ou des prestations/travaux supplémentaires non couverts par les Spécifications Techniques (travaux d'amélioration d'étanchéité notamment), nécessaires à la bonne réalisation du marché et directement liés à l'exécution de ce dernier, que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire.



Pour ces travaux d'amélioration, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 10 (dix) jours ouvrés, faisant apparaître une décomposition de son montant sur les bases suivantes :

- des prix contractuels de l'offre du Titulaire, remis lors de sa soumission,
- ou, à défaut, de prix nouveaux, pour des natures de prestations/travaux non chiffrés à l'offre, décomposés comme suit :
 - o le nombre de jours/demi-journées d'intervention par qualification, les taux horaires (conformes aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
 - o la part approvisionnement et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants,
 - o la part sous-traitance et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants.

Ce devis comprendra également un descriptif des prestations à réaliser et un calendrier de réalisation.

Chaque devis fait l'objet d'une instruction et si nécessaire de négociations, jusqu'à sa validation par le CEA. Une fois acceptés par le CEA, les devis ont un caractère ferme et forfaitaire.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Le Titulaire n'engage aucun travail modificatif sans avoir reçu l'accord préalable et écrit du CEA sur le devis, formalisé par une fiche de modification sur devis préalables (FDMDP) signée par le CEA, dont le modèle figure en annexe du marché. Le CEA ne sera redevable d'aucune somme au titre d'éventuels travaux ou prestations complémentaires qui n'auraient pas fait l'objet d'une FDMDP signée par le CEA.

Chaque FDMDP est prise en compte financièrement au titre de la part estimative, dans la limite du montant plafond correspondant.

3.3 **Evolution du périmètre**

Toute évolution du nombre de terrasses générant une évolution du forfait annuel dans la limite d'une tolérance de +/-5% n'aura aucune conséquence sur la rémunération du Titulaire.

Toute évolution du nombre de terrasses générant une évolution du forfait annuel au-delà d'une tolérance de +/- 5% aura la conséquence suivante : le forfait annuel du marché est augmenté du coût associé à l'évolution sur la base de la décomposition de prix. L'inventaire est mis à jour et devient le nouvel inventaire de référence.



Marché n° 4001XXXXXX

Cet inventaire mis à jour est soumis à la validation du CEA puis signé contradictoirement par les Parties. Cette mise à jour est formalisée par un courrier recommandé transmis par le CEA. En cas de constatation de variation du montant forfaitaire annuel en fin d'année N, le nouveau montant forfaitaire annuel deviendra le montant forfaitaire de référence pour l'année N+1, après confirmation écrite de la part du CEA.

ARTICLE 4 - DUREE

Le marché se décompose en :

- une tranche ferme d'une durée de 36 mois (du 1^{er} novembre 2025 au 31 octobre 2028),
- une option 1 relative à la prolongation du marché pour une première année supplémentaire à compter de la fin de la tranche ferme (soit du 1^{er} novembre 2028 au 31 octobre 2029),
- une option 2 relative à la prolongation du marché pour une deuxième année supplémentaire à l'issue de l'option 1 (soit du 1^{er} novembre 2029 au 31 octobre 2030).
- Une option 3 relative à la réversibilité sortante La réversibilité sortante ne prolonge pas la durée et est effectuée du 1^{er} au 30 octobre de la campagne annuelle de maintenance considérée.

L'option 1 pourra être levée, par courrier notification écrite du CEA (LRAR) au moins un mois avant la fin de la tranche ferme du marché.

L'option 2 pourra être levée, par notification écrite du CEA (LRAR), au moins un mois avant la fin de l'option 1.

L'option 3 pourra être levée trois mois avant la fin du marché, par notification écrite du CEA (en LRAR).

En cas de levée de tout ou partie des options, le Titulaire s'engage à exécuter les prestations correspondantes conformément aux conditions définies dans les Spécifications Techniques.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 Obligations du Titulaire

5.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

5.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

5.1.3 *Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le Titulaire*

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

5.2 **Connaissance des lieux et de l'environnement**

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- que, conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, il a effectué les vérifications préalables, notamment sur les indications des plans et descriptifs remis par le CEA, a relevé sur place le cas échéant, ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis. Il a correctement identifié les éventuelles contraintes ou nuisances et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux.

Le Titulaire ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation les prestations nécessaires au bon accomplissement du marché.



Il devra de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

5.3 Moyens mis à disposition par le CEA

Pour l'exécution des prestations, le CEA fournira les sanitaires, le local technique, les vestiaires et les locaux à usage de restauration selon les modalités prévues aux articles R237-4 et R237-16 du Code du Travail.

La mise à disposition de ces locaux est attachée à l'exécution du présent marché et ne peut être assimilée en aucune manière à un bail commercial. L'occupation temporaire de ces locaux prendra fin obligatoirement à l'échéance du présent marché.

5.4 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

6.1 Conformité aux normes

Le matériel devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément du matériel sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.



6.2 Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF en vigueur et des Documents Techniques Unifiés (DTU).

6.3 Travaux en site occupé et continuité de service

Le chantier se déroulera dans les contraintes d'un site occupé et le bâtiment continuera à être exploité pendant la durée des travaux. En conséquence, le Titulaire devra veiller à assurer la continuité de service de ces installations.

6.4 Protection du matériel et outillage du Titulaire

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger le matériel et l'outillage utilisé dans le cadre du présent chantier.

Les opérations de nettoyage et de décontamination de l'ensemble du matériel propriété du Titulaire sont à la charge de ce dernier.

Le retour dans le domaine public de ce matériel et/ou de cet outillage est subordonné à l'autorisation du CEA. Cette autorisation ne pourra être donnée que si ce matériel est exempt de contamination.

La sortie de matériel contaminé sous la responsabilité du Titulaire ne pourra être acceptée par le CEA que si l'activité résiduelle est fixée et si la destination finale est une autre Installation Nucléaire de Base ou un local adapté, faisant au moins l'objet d'une déclaration à l'IRSN ou à l'ASN, pour recevoir du matériel issu de chantier d'assainissement.

Toute sortie de matériel contaminé ou non est soumise aux contrôles réglementaires en vigueur sur le site du CEA Paris-Saclay, en particulier par le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE), et faire l'objet d'une attestation de contrôle radiologique, voire d'un bordereau d'évacuation.

Si le Titulaire ne dispose pas de local adapté, ce matériel devra rester sur le site du CEA Paris-Saclay. Les frais éventuels de mise aux déchets seront à la charge du Titulaire.

Au cas où la contamination de ce matériel n'incomberait pas au Titulaire, le CEA s'engage à racheter le matériel conformément aux valeurs d'immobilisation résiduelles sur justificatifs.

6.5 Horaires d'intervention

Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, Nano Innov et 7h30 à 20h (19 h), sur le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Le Titulaire intervient de manière nominale pendant les horaires de travail du personnel CEA soit de 8 h 30 à 17 h 10 du lundi au vendredi. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors des horaires convenus, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

6.6 Horaires d'intervention en heure non ouvrée (HNO)

Le Titulaire est informé que l'exécution des travaux pourra également avoir lieu sur des plages horaires non ouvrées soit :

- du lundi au vendredi en dehors des heures d'ouverture (de 7 h 30 à 18 h 00),
- les samedis, dimanches et jours fériés,
- les jours de fermeture du centre.

Ces jours et horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention le cas échéant. Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires définis au plan de prévention, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du CEA.

6.7 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire intervenant sur les sites du CEA Paris Saclay sont décrites en annexe 1 au présent marché.

6.8 Clause environnementale

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, matériaux, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteurs en CO₂ et à fournir et suivre le bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les travaux.

A ce titre, les objectifs environnementaux sont déclinés comme suit :

- limiter les risques et les nuisances engendrés par les travaux et choisir des matériels et outils réduisant au maximum les nuisances sonores et l'empoussièrement dans les locaux ;
- limiter les risques de pollution de proximité en substituant, autant que faire se peut, des produits dangereux et/ou nocifs pour l'environnement par d'autres produits équivalents moins nocifs ;
- limiter la quantité de déchets produits et mettre en place des opérations de tri, conditionnement et évacuation conformes aux dispositions des Spécifications Techniques ;
- afin de réduire l'émission de GES durant l'exécution des prestations, optimiser le chargement des camions, les déplacements et utiliser des moyens de transports faiblement émetteurs en CO₂ ;
- En matière d'approvisionnement, privilégier le choix de fournitures ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, intégrant des matériaux recyclés ou performants d'un point de vue environnemental.

Il est attendu du Titulaire qu'il fournisse et suive les indicateurs suivants :

- bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les déplacements des engins et véhicules,
- reporting complet des déchets (volume, type, et volume orienté vers le réemploi), bons de pesée et traçabilité,
- part de produits écolabellisés ou faisant l'objet d'une évaluation environnementale (ex.: FDES),
- Bons de pesée et traçabilité des déchets
- Un bilan de ces indicateurs sera à fournir par le Titulaire en fin de travaux.

Le Titulaire s'engage également à la mise en œuvre des moyens et à l'atteinte des résultats définis dans son mémoire environnemental et son offre.

Les matériaux mis en œuvre dans le cadre du présent marché devront impérativement être certifiés ACERMI.

6.9 Clause sociale

Afin d'assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent au cours de l'exécution des travaux, le Titulaire doit mettre en œuvre des mesures de prévention des risques qui doivent comprendre les actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Le Titulaire est de plus tenu de se conformer aux dispositions prévues en terme d'hygiène et de sécurité prévues dans les documents mentionnés à l'article 2.



Marché n° 4001XXXXXX

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire du marché/en fin de marché une note retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

ARTICLE 7 - PHASE DE REVERSIBILITE SORTANTE (OPTION 3)

7.1.1 Durée de la réversibilité sortante

Au cours du dernier mois d'exécution du marché fixé à l'article « Durée » ci-avant, éventuellement prolongé au titre des options de prolongation, le Titulaire pourra être amené à effectuer une prestation de réversibilité consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises à un éventuel nouveau prestataire entrant.

7.1.2 Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité sortante

Dans le cadre du marché, on entend par « réversibilité », l'obligation pour le Titulaire (prestataire sortant) de fournir au CEA, ou à tout tiers de son choix, une assistance technique pour permettre au prestataire entrant ou au CEA de prendre connaissance de l'ensemble des conditions de réalisation des prestations dues au titre du marché, de l'ensemble de la documentation associée et de s'initier aux méthodes et aux outils utilisés.

Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire (prestataire sortant) au titre du marché seront effectuées, dans le respect des Spécifications Techniques et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Préalablement au démarrage de l'option de réversibilité, au moins 15 jours avant, le Titulaire (prestataire sortant) soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité. Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité.

A l'issue de la période de réversibilité sortante :

- les documents suivants devront avoir été remis au CEA par le Titulaire sortant (sous un format modifiable et non .pdf) :
 - l'ensemble de la documentation technique des matériels installés ou modifiés par le Titulaire sortant relatifs aux installations et qui sont en sa possession,
 - toute la documentation mise à la disposition du Titulaire par le CEA,
- tout matériel, outillage, instrumentation, consommables, pièces de rechange, etc., encore prêté au Titulaire sortant par le CEA aura été restitué. La restitution étant formalisée par des états contradictoires,
- tous les fichiers informatiques de la documentation élaborée par le Titulaire sortant et les fichiers informatiques des outils de gestion des activités constituant des livrables au titre des prestations auront été remis au CEA dans leurs dernières versions applicables ou de mise à jour, de même que les versions en projet.

ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES

8.1 Livrables à remettre

T0 étant la date de signature du présent marché, et outre les livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques du CEA, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables listés :

Nature du document	Paragraphe du CC mentionnant le document	Délai de remise du document	Fréquence de mise à jour
FORFAIT			
Liste des intervenants (détaillant les fonctions, les compétences, les habilitations, les validités des badges,...)	§ 9.3.1	T0+2 semaines	Trimestrielle
Formulaire entreprise ou le cas échéant les modes opératoires avec l'analyse des risques associés aux interventions prévues	§ 9.3.1	T0+2 semaines	En cas d'évolution
Dossier de demande d'agrément de sous-traitance	§ 9.3.7	T0+2 semaines	Si besoin
Evaluation des risques professionnels (EvRP)	§ 9.3.5	T0 + 3 mois	Annuelle

Plan Qualité Sécurité Environnement Particulier	§ 9.1.1	T0 + 2 mois	En cas d'évolution
Programme d'actions suite à un audit	§ 9.1.3	sous 1 mois après réception du rapport de l'audit	-
Bordereau d'évacuation signé par l'exutoire	§ 9.5	sous 10 jours après l'évacuation des déchets	-
BSD complété par l'exutoire	§ 9.5	sous 1 mois après l'évacuation des déchets	-
FDS des produits chimiques utilisés	§ 9.3.4	T0+2 semaines	En cas d'évolution
Etat du stock de produits chimiques	§ 9.3.4	T0+2 semaines	Annuelle
Rapport d'activités annuel	§ 10.3	10 jours ouvrés avant chaque réunion annuelle	Annuelle
Relevé de décisions suite à la revue de contrat + rapport d'activités définitif	§ 10.3	8 jours ouvrés après chaque réunion annuelle	Annuelle
Compte rendu de réunion de pilotage trimestrielle (ou mensuelle si besoin)	§ 10.2	8 jours après la réunion	Trimestrielle (ou mensuelle si besoin)
Réponse à une FRF	§ 10.4	sous 2 semaines après réception de la fiche	-
Rapport de réception d'une nouvelle terrasse	§ 6.1.3	sous 2 semaines à compter de la visite des installations	-
Copie des AI clôturées	§ 8.5	dans le mois suivant la clôture	Mensuelle
Planning de maintenance préventive	§ 6.3.1	20 jours avant le début de la campagne	Annuelle

BORDEREAU DE PRIX			
Gammes et tâches de maintenance préventive	§ 6.3.2	T0 + 3 mois	En cas d'évolution
Diagnostic terrasse	§ 6.4	Première quinzaine de avril	Annuelle
Tableau de synthèse des diagnostics	§ 6.4	Première quinzaine de avril	Annuelle
Mise à jour du diagnostic terrasse	§ 7.2	8 jours après réception	En cas d'évolution
DEVIS PREALABLE : Travaux d'amélioration			
Devis	§ 7.2	10 jours après demande du CEA	A chaque demande spécifique
DOE	§ 7.2	8 jours après la réception	A chaque demande spécifique

8.2 Validation et support des livrables

Les modalités de validation des livrables sont décrites à l'article 22.1 des CGA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

8.3 Format des documents :

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous format numérique (format .pdf et format natif).

8.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.



ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION

Le Titulaire du présent marché s'engage à respecter les délais suivants :

	Point de départ	Prise de contact (délai maximum)	Remise de devis	Fin des prestations (délai maximum)
Visites annuelles (1^{ère} visite) (forfait)	Début 4 ^{ème} trimestre de chaque année	Planning soumis au CEA chaque année 15 jours ouvrés avant le début de la période d'entretien pour SAC et FAR		Périodes de novembre à février pour SAC et de février à mars pour FAR
2^{ème} visite annuelle des terrasses concernés (forfait)	Début du 2 ^{ème} trimestre	Planning soumis au CEA chaque année 15 jours ouvrés avant le début de la période d'entretien pour SAC et FAR		Périodes de mai à septembre P- SAC
Interventions de mises en sécurité (forfait)	Emission de l'AI par le « 14 » ou le chargé de contrat DSST	1 heure à compter de l'AI		T0 + 4 heures en HO
Maintenance corrective sur AI (sur BPU pour la fourniture des pièces et consommables))	Création de l'AI (par le « 14 »)	4 heures à compter de l'AI		T0 + 5 jours ouvrés (*)
Travaux d'amélioration (sur devis préalables)	Prise de contact du chargé du contrat DSST	5 jours ouvrés après la prise de contact	10 jours ouvrés à compter de la prise de contact	T2 + 10 jours ouvrés avec T2 = date d'acceptation du devis

(*) sauf sur justificatif du délai d'approvisionnement



ARTICLE 10 - REUNIONS

10.1 Inspection Commune Préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Le cas échéant cette réunion servira à élaborer un Plan de Prévention.

Cette réunion sera organisée 5 jours avant le début d'exécution des travaux.

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants y devront participer et signer le plan de prévention. Ce plan devra être scrupuleusement respecté par tous les intervenants.

10.2 Réunion d'enclenchement

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay dans les délais mentionnés à l'article « Délais d'exécution ».

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning détaillé (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning, devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations et devra respecter les délais mentionnés à l'article « Délais d'exécution ».

10.3 Point hebdomadaire

Un point hebdomadaire sur un plan technique est prévu dans les Spécifications techniques (article 10.1 du CDC).

10.4 Réunion de pilotage

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, les réunions de pilotage de la prestation se tiendront à une fréquence trimestrielle, en présence d'un responsable hiérarchique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter les points notés dans le Cahier des Charges à l'article 10.2.

La fréquence des réunions de pilotage pourra être mensuelle en cas de difficultés dans l'exécution des prestations.

10.5 Revue de contrat

Les représentants du DSST (Département de Soutien Scientifique et Technique) et/ou du Service des Marchés et des achats (SMA) du CEA/Paris-Saclay et les représentants du Titulaire se réuniront une fois par an (un mois avant la date d'anniversaire du marché), afin d'établir un bilan de fonctionnement du marché, comme défini au paragraphe 10.3 du cahier des charges précité.



Cette revue fera le bilan de l'année écoulée et traitera notamment les points suivants :

- un suivi et une tenue à jour des objectifs contractuels (statistiques, bilan, rapports ...),
- une analyse des écarts constatés ou des difficultés rencontrées dont les réclamations clients,
- des propositions d'améliorations justifiées à partir des constats faits lors de la réalisation de la prestation.

10.6 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

10.7 Compte-rendu

chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

10.8 Point trimestriel

Pour suivre l'exécution du marché, les parties tiendront des réunions dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- le planning d'intervention des visites annuelles ou biannuelles,
- état d'avancement des prestations (étude et travaux),
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi des consignes sécurité,
- bilan des indicateurs et/ou des actions dans le domaine social et environnemental.



Marché n° 4001XXXXXX

10.9 Point hebdomadaire

Chaque semaine, un point technique sera fait entre le chargé de contrat CEA et le Responsable sur site du Titulaire.

Le titulaire présente un état d'avancement du préventif et du correctif et fait part des problèmes rencontrés dans l'exécution de ses prestations. Un plan d'action est établi si nécessaire.

Le titulaire détaillera l'état d'avancement de résolution des réclamations émanant des usagers du CEA.

10.10 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour approbation et acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

CEA (maître d'ouvrage)			
Mme Géraldine BARBEY	Responsable Technique	01.69.08.60.61	geraldine.barbey@cea.fr
Mme Kristina PAUNAC	Responsable Commercial	01.69.08.54.20	kristina.paunac@cea.fr
Titulaire du présent marché			
M. XXXXXX	Responsable Technique	01.XXXXXXX	xxx@xxx.fr
M. XXXXXX	Responsable Commercial	01.XXXXXXX	xxx@xxx.fr
M. XXXXXX	Responsable Sécurité	01.XXXXXXX	xxx@xxx.fr

(compléter par le soumissionnaire)

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Le Titulaire s'engage à définir dans le PQSE définitif remis au titre de l'exécution du présent marché le nom du CRP et du SCPPRP dont les rôles et les obligations sont définies à l'article R4451-123 du code du travail.

Le responsable technique et le Responsable Sécurité du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.



Marché n° 4001XXXXXX

Au cas où le responsable technique du Titulaire, le Responsable Sécurité ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001. Il établira un Plan Qualité, Sécurité et Environnement (PQSE) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 13 - MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES

Les prestations de montage et d'installation s'effectuent dans le bâtiment concerné sur les sites du CEA de Saclay, de Fontenay-aux-Roses et de leurs annexes respectives.

L'installation et le montage des fournitures dans les locaux du CEA sont à la charge pleine et entière du Titulaire et doit s'effectuer conformément aux dispositions de l'article 32.2 des CGA.

Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire doit se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procède au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

ARTICLE 14 - LIVRAISON

Les approvisionnements et fournitures doivent être livrées sur le lieu des travaux, après accord préalable du CEA.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement jusqu'au lieu de livraison, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété qui aura lieu à la réception du présent marché.



ARTICLE 15 - RECEPTION

15.1 Réception des prestations forfaitaires

La *campagne annuelle de travaux et maintenance* sera prononcée mensuellement, dans les conditions prévues aux articles 30 et 34 des CGA.

Les prestations font l'objet d'une réception constatée après :

- Réalisation des prestations et travaux effectivement réalisés dans le mois considéré,
- constatation de l'achèvement des travaux,
- constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- réalisation satisfaisante des essais prévus au marché,
- constatation du repliement du chantier et la remise en état des lieux,
- acceptation par le CEA des documents dus au titre de l'exécution du marché (diagnostic des terrasses (fiche de diagnostic et tableau de synthèse) et mise à jour de la GMAO

Cette réception qui ne pourra être prononcée qu'en l'absence de réserve majeure selon les modalités visées à l'article 34.2 des CGA, donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

15.2 Réception des prestations sur bordereaux de prix

La réception des prestations réalisées sur bordereau de prix unitaires sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés, mentionnées dans chaque ordre de service.

Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

15.3 Réception des prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après chaque intervention et l'établissement du ou des rapport(s) d'intervention et acceptation des prestations et livrables correspondants par le CEA, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.



15.4 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une refaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 16 - GARANTIE

16.1 Garantie sur les prestations de maintenance

La garantie portera sur l'ensemble des prestations, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Le Titulaire s'engage, pendant un délai d'un an à compter de la réception, à corriger toute erreur de son fait à ses frais, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.

16.2 Garantie sur les pièces changées

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) portant sur les pièces ayant fait l'objet d'un approvisionnement, sera de douze mois à compter de la date de réception de la prestation concernée et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

16.3 Garantie concernant les travaux

16.3.1 Garantie de parfait achèvement (cf article 34.3 des CGA)

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de 1 mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

Si une retenue a été opérée, elle est payée à l'expiration de ladite période de parfait achèvement, dans la mesure où les réserves ont été levées et les désordres réparés. Si les réserves n'ont pas été levées ou les désordres n'ont pas été réparés, le CEA se réserve le droit, après mise en demeure, de faire exécuter les travaux nécessaires par toute entreprise de son choix, aux frais du Titulaire.

16.3.2 Garanties biennale et décennale

Les travaux font l'objet d'une garantie décennale (gros ouvrages) et/ou biennale (menus ouvrages) au titre de l'article 1792 du code civil, à l'issue de la réception.

ARTICLE 17 - MONTANT

NB: Tous les montants, % et prix unitaires seront complétés dans le marché final sur la base de l'offre financière du Titulaire retenu remise dans l'annexe financière/DPGF jointe au DCE. Tous les montants totaux et ceux ayant servi à leur calcul seront arrondis à l'Euro inférieur dans le marché final

17.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES).

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA.

La décomposition de ce montant est la suivante.

17.2 Montant de la partie forfaitaire**17.2.1 Tranche ferme**

Le montant des prestations de la tranche ferme est fixé à la somme forfaitaire de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES), soit un forfaitaire annuel de XXXXXX (XXXX EUROS HORS TAXES) :

Ce montant se décompose ainsi :

Maintenance annuelle préventive SAC*		
Année	Montant annuel en € HT	Montant sur 36 mois en € HT
Année 1		
Année 2		
Année 3		
Maintenance annuelle préventive * FAR		
Année	Montant annuel en € HT	Montant sur 36 mois en € HT
Année 1		
Année 2		
Année 3		
Campagne pour la 2 ^{ème} Visite annuelle SAC		
Année	Montant annuel en € HT	Montant sur 36 mois en € HT
Année 1		
Année 2		
Année 3		

Campagne pour la 2 ^{ème} Visite annuelle FAR		
Année	Montant annuel en € HT	Montant sur 36 mois en € HT
Année 1		
Année 2		
Année 3		

Maintenance corrective (main d'œuvre) SAC		
Année	Montant annuel en € HT	Montant mensuel en € HT
Année 1		
Année 2		
Année 3		
Maintenance corrective (main d'œuvre) FAR		
Année	Montant annuel en € HT	Montant mensuel en € HT
Année 1		
Année 2		
Année 3		

* incluant les opérations d'entretien et de nettoyage, le diagnostic, la gestion du stock.

17.2.2 Options (si levées par le CEA)

Le montant des prestations de l'option 1 s'élève à la somme forfaitaire de **XXXX € H.T. (XXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant se décompose comme suit :

	Montant annuel en € HT
Maintenance préventive annuelle* SAC	
Maintenance préventive annuelle* FAR	
Campagne pour la 2 ^{ème} Visite annuelle SAC	
Campagne pour la 2 ^{ème} Visite annuelle FAR	

* incluant les opérations d'entretien et de nettoyage, le diagnostic, la gestion du stock.

	Montant annuel en € HT	Montant mensuel en € HT
Maintenance corrective (main d'œuvre) SAC		
Maintenance corrective (main d'œuvre) FAR		



Marché n° 4001XXXXXX

Le montant des prestations de l'option 2 s'élève à la somme forfaitaire de **XXX € H.T. (XXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant se décompose comme suit :

	Montant annuel en € HT
Maintenance préventive annuelle* SAC	
Maintenance préventive * FAR	
Campagne pour la 2 ^{ème} Visite annuelle SAC	
Campagne pour la 2 ^{ème} Visite annuelle FAR	

* incluant les opérations d'entretien et de nettoyage, le diagnostic, la gestion du stock.

	Montant annuel en € HT	Montant mensuel en € HT
Maintenance corrective (main d'œuvre) SAC		
Maintenance corrective (main d'œuvre) FAR		

Le montant de l'option 3 concernant la réversibilité sortante s'élève à la somme forfaitaire de **XXXX € H.T. (XXXXX EUROS HORS TAXES)**.

17.3 Partie estimative sur bordereau de prix

Le montant total des prestations sur bordereau de prix est plafonné à la somme de **400 000,00 € HT (QUATRE CENT MILLE EUROS HORS TAXES)**. Elles seront rémunérées sur la base des unités d'œuvre forfaitaires mentionnées en annexe 4 du présent marché.

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (OS) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

17.4 Partie estimative sur devis préalables

Le montant total des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de € HT
(..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Pour les travaux non répertoriés aux bordereaux de prix unitaires (cf article 18.3), les prix seront établis sur la base des taux horaires d'intervention mentionnés ci-dessous pour la main d'œuvre et du prix d'achat des fournitures affecté d'un coefficient tenant compte d'une part, de la remise « fournisseur » et d'autre part, d'une majoration pour peines et soins, établis comme suit :

MAIN D'ŒUVRE	Désignation qualification	Taux horaire € HT
Main d'œuvre administrative
Main d'œuvre ouvrier qualifié en Heures Ouvrées (HO)
Main d'œuvre ouvrier qualifié en INB
Main d'œuvre ouvrier qualifié Heures Non Ouvrées (HNO) (du lundi au vendredi)
Coefficient de peines et soins applicable au prix d'achat HT des fournitures et matériels	

Pour les fournitures non mentionnées au Bordereau des prix unitaires, le Titulaire s'engage à transmettre au CEA les copies des factures des fournisseurs, toutes remises et ristournes déduites. Le remboursement à l'euro se fera sur la base du prix des fournitures concernées et du coefficient de peines et soins indiqué dans le tableau ci-dessus.

17.5 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

Les montants et prix visés aux articles ci-dessus ont un caractère révisable.



Marché n° 4001XXXXXX

ARTICLE 18 - REVISION

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, au mois de (mois anniversaire du marché).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{BT}{BT_0}$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

BT_0 = valeur de l'indice BT53 – « Etanchéité » publié par l'INSEE pour le mois de XXX (mois de remise de l'offre finale),

BT = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.



ARTICLE 19 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

19.1 Echéancier de facturation de la tranche ferme et des options 1 et 2

Le montant des prestations forfaitaires relatif à la *campagne annuelle de travaux et maintenance* de la tranche ferme sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- Facturation mensuelle pour chaque site, et les taxes correspondantes, , proportionnellement à l'avancement des prestations évalué sur la base de la décomposition de prix (DPGF) de l'offre du Titulaire.

Le dernier terme de paiement de l'année de la campagne annuelle est conditionné à la réception sans réserve de la totalité des prestations de la campagne annuelle en cours.

21.1.2 Option 3 (si levée par le CEA)

- 100 % du montant HT l'option levée et les taxes correspondantes à la signature, par les Parties, du procès-verbal de réception des prestations concernées.

21.2 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereau de prix seront facturées toutes taxes incluses, après complète réalisation et acceptation par le CEA. Elles feront l'objet d'une facturation distincte. Le Titulaire s'attachera autant que faire se peut à regrouper plusieurs Ordres de Service sur une facture mensuelle.

19.4 Prestations sur devis préalables

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, après complète réalisation et acceptation par le CEA. Elles feront l'objet d'une facturation distincte.

19.5 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).



Marché n° 4001XXXXXX

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

19.6 Régime Fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits

19.7 Conditions de paiement

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

**ARTICLE 21 - PENALITES****21.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, option(s) affermie(s) et prestations sur bordereau de prix et devis préalable engagées).

21.2 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne respecte pas les délais prévus aux articles « Délais d'exécution » et « Remise des livrables », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1,5/1000 (UN ET DEMI POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

21.3 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de mise à disposition de moyens matériels, sécurité, radioprotection.

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.2 et du chapitre 6 des CGA, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2 000 € HT (DEUX MILLE EUROS HORS TAXES) par constat ou manquement.

21.4 Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

L'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de chantier sera redevable des pénalités fixées à l'article 22.3 des CGA cité à l'article 2 du présent marché.

21.5 Pénalités pour non-respect des obligations de nettoyage du chantier

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions des Spécifications Techniques en termes de nettoyage du chantier, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 750 € HT (SEPT CENT CINQUANTE EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

21.6 Pénalités pour non-respect du délai de levée des réserves

En cas de retard du Titulaire sur le délai de levée des réserves fixé à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera passible d'une pénalité de 500 € HT (CINQ CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard.



Marché n° 4001XXXXXX

21.7 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie et de maintenance

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus à l'article « Délais d'intervention pendant la garantie », celui-ci sera passible d'une pénalité de 200 € HT (DEUX CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

21.8 Pénalités pour non-respect des exigences environnementales et sociales

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

Si le Titulaire ne respecte les engagements de son analyse environnementale ou les exigences de la clause sociale, celui-ci sera passible d'une pénalité de 200 € HT (DEUX CENTS EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

ARTICLE 22 - ASSURANCES

Les assurances sont régies par le chapitre 12 et l'annexe 1 des CGA.

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA, le

Signature :

Pour le Titulaire, le

Signature :



ANNEXE 1- PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

Accès au Centre

2.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

2.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

2.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

3. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

4. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

5. Suivi médical

5.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

Lorsque les employés du Titulaire sont susceptibles d'être exposés à des rayonnements ionisants dans les Installations Nucléaires de Base du CEA Paris-Saclay et que la médecine du travail du Titulaire ne dispose pas de l'habilitation spécifique prévue à l'article 45-1 du Décret n° 97-137 du 13 février 1997, la surveillance médicale des employés du Titulaire de catégories A et B est effectuée par le Service de Santé au Travail du CEA Paris-Saclay. Les modalités de cette surveillance médicale seront définies dans une convention établie entre le CEA et le Titulaire, pour leur durée de présence au CEA Paris-Saclay dans le cadre du présent marché.

6. Protection des travailleurs contre le rayonnement et dosimétrie opérationnelle

6.1 *Modalités d'attribution des dosimètres*

Conformément aux dispositions de l'article 16.4 des CGA, si le Titulaire utilise ses propres dosimètres compatibles avec le système du CEA et adaptés à la nature des risques encourus, il assure et prend en charge la maintenance et les vérifications périodiques réglementaires.

En revanche, si le Titulaire n'utilise pas des dosimètres compatibles avec ce système, et adaptés à la nature des risques encourus, le CEA met à sa disposition des dosimètres pour procéder au suivi de la dosimétrie opérationnelle de ses personnels et assure lui-même la maintenance et les vérifications périodiques réglementaires. Les frais afférents et les modalités de facturation sont prévus aux articles 6.3. et 6.4 ci-après.

6.2 *Transmission des résultats de la dosimétrie*

Dans les deux cas, le CEA transmet au Système d'Information de la Surveillance de l'Exposition aux Rayonnements Ionisant (IRSN/SISERI), les résultats nominatifs des personnels intervenants toutes les semaines.

Conformément à la réglementation, la personne compétente en radioprotection (au sens de l'article R4451-103 du code du travail) de l'entreprise peut accéder à la consultation nominative des résultats de la dosimétrie opérationnelle pour les salariés de l'entreprise intervenus sur le site de Saclay au cours des 12 derniers mois. Au cas où le CEA serait amené à fournir les dosimètres opérationnels du personnel intervenant du Titulaire, le CEA transmet les résultats au Titulaire si celui-ci en fait la demande.

Le Titulaire s'engage à remettre le récépissé du SISERI et l'aptitude médicale nominative à ses salariés (ou à son sous-traitant pour qu'il en fasse de même). Chaque intervenant devra présenter ce récépissé ainsi que son aptitude médicale au SPST du CEA lors de sa prise de fonction.



Marché n° 4001XXXXXX

6.3 *Frais de maintenance des dosimètres*

Le CEA assure la maintenance des dosimètres qu'il met à disposition du Titulaire. Les frais afférents s'élèvent à 48 € HT par an et par dosimètre ou 12 € HT par trimestre. Le montant afférant au présent marché sera déterminé en fin de chantier en fonction de la durée effective du chantier et déduit de la dernière facture.

6.4 *Restitution des dosimètres mis à disposition*

A la fin de la prestation, le Titulaire doit restituer tous les dosimètres. Si tous les dosimètres ne sont pas restitués ou s'ils sont restitués dans un état ne permettant pas leur fonctionnement, le CEA opérera une retenue sur le solde du marché à raison de 502,15 € HT par dosimètre non restitué ou hors d'état de fonctionnement.



Marché n° 4001XXXXXX

**ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX
OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

ORDRE DE SERVICE N° ...					
Marché n°4001		Titulaire :			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais
Montant total : € HT					
Commentaires :					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.



Marché n° 4001XXXXXX

ANNEXE 3 – MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)

N° de Fiche : Indice :

Fiche créée le :

N° marché : 4001..... Fournisseur :

Objet du marché :

Imputation de la FDMDP : ☐ Montant plafond des prestations sur devis préalable du marché mentionné au marché☐ Avenant à réaliser☐ A définir ultérieurement

Référence du devis :

Nature de la modification : ☐ ETUDES ☐ TRAVAUXOrigine de la modification : FAITS IMPREVISIBLES : ☐MODIFICATION DU BESOIN (demande CEA) : ☐AUTRES MOTIFS : ☐

DETAIL DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION¹ :

DELAIS DE REALISATION :

.....

.....

.....

INCIDENCE SUR LE PLANNING GLOBAL :

TOTAL FORFAITAIRE :

.....

APPROBATION DE LA FDMDP (cette fiche n'est validée que si elle est signée des parties)

	CEA	MAITRE D'OEUVRE	TITULAIRE
NOM			
DATE			
SIGNATURE			

¹ Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les prérequis du marché pour les prestations sur devis préalable et tous les justificatifs.



Marché n° 4001XXXXXX

ANNEXE 4 – LISTE DES BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES

BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE				
DESIGNATION	Unité	Prix Unitaire	Volumétrie indicative annuelle	Montant total (€ HT)
TRAVAUX PREPARATOIRE, MATERIELS COMMUNS				
INSTALLATION CHANTIER				
Mise en place d'une échelle d'accès	U		1	
Mise en place plateforme individuelle	U		1	
Mise en place d'un filet de protection	m ²		1	
Mise en place de sécurité collective provisoire par potelet et filets	mL		1	
Location de benne 8 m3	U		1	
Location de benne 15 m3	U		1	
TRAVAUX PREPARATOIRES				
Sondage et remise en état du support + complexe d'étanchéité après intervention	U		1	
Carottage du béton pour passage diam. 80 mm	U		1	
Carottage du béton pour passage diam. 100 mm	U		1	
Carottage du béton pour passage diam. 120 mm	U		1	
Carottage du béton pour passage diam. 140 mm	U		1	
Gestion, Evacuation des déchets	M ³		1	
ENGIN DE LEVAGE				
Mise en place d'un engin de levage type treuil de terrasse	U		1	
Mise en place d'un monte matériaux type monte meuble	U		1	

Nacelle élévatrice 10 à 14 m 1 jour	J		1	
Transport AR Nacelle élévatrice	U		1	
FOURNITURE PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES				
MATERIAUX D'ETANCHEITE				
Pare vapeur				
pare vapeur comprenant une couche d'impression, une membrane élastomère soudée en plein sur le support (plancher non chauffant)	M ²		1	
pare vapeur comprenant une couche d'impression, une membrane perforée, une membrane renforcée avec âme aluminium soudée en plein sur le support (locaux à forte hygrométrie ou plancher chauffant total)	M ²		1	
Pare-vapeur en polyéthylène ou polyane	M ²		1	
isolation par panneau en mousse de polyuréthane sous étanchéité autoprotégée				
épaisseur 60 mm ($R \geq 2.60 \text{ m}^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 70 mm ($R \geq 3.00 \text{ m}^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 80 mm ($R \geq 3.45 \text{ m}^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 90 mm ($R \geq 3.90 \text{ m}^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 100 mm ($R \geq 4.75 \text{ m}^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 120 mm ($R \geq 5.20 \text{ m}^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 180 (2 lits d'isolant) mm ($R \geq 7.80 \text{ m}^2.K/W$)	M ²		1	
isolation par panneau en mousse de polyuréthane sous protection lourde				
épaisseur 60 mm ($R \geq 2.60 \text{ m}^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 70 mm ($R \geq 3.00 \text{ m}^2.K/W$)	M ²		1	

épaisseur 80 mm ($R \geq 3.45$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 90 mm ($R \geq 3.90$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 100 mm ($R \geq 4.75$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 120 mm ($R \geq 5.20$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 180 (2 lits d'isolant) mm ($R \geq 7.80 m^2.K/W$)	M ²		1	
isolation par panneau laine de roche nu				
épaisseur 80 mm ($R \geq 2.05$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 100 mm ($R \geq 2.55$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 110 mm ($R \geq 2.75$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 120 mm ($R \geq 3.05$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 140 mm ($R \geq 3.55$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 160 mm ($R \geq 4.10$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 180 mm ($R \geq 4.60$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 280 mm (2 lits d'isolant) mm ($R \geq 7.00 m^2.K/W$)	M130		1	
isolation par panneau laine de roche surfacé bitume				
épaisseur 60 mm ($R \geq 1.40$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 80 mm ($R \geq 2.05$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 100 mm ($R \geq 2.55$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 105 mm ($R \geq 2.65$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 120 mm ($R \geq 3.05$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 140 mm ($R \geq 3.55$ $m^2.K/W$)	M ²		1	
épaisseur 280 (2 lits d'isolant) mm ($R \geq 7.10 m^2.K/W$)	M ²		1	
Etanchéité Résine				
Partie courante (accessibles, protection à rajouter) 1 couche de primaire à raison de 200 gr/m ² minimum			1	

1 couche de résine à base de polyuréthane à raison de 700 gr/m ²			1	
1 toile de renfort marouflée sur la 1ère couche			1	
2 couches de résine à base de polyuréthane à raison de 700 gr/m ²	M ²		1	
Partie courante (inaccessibles, autoprotection ou protection à rajouter)				
1 couche de primaire à raison de 200 gr/m ² minimum			1	
1 couche de résine à base de polyuréthane à raison de 700 gr/m ²			1	
1 toile de renfort marouflée sur la couche			1	
2 couches de résine à base de polyuréthane à raison de 700 gr/m ²	M ²		1	
Relevé (inaccessibles, autoprotection ou protection à rajouter pour un développé de 0,20 ml)				
1 couche de primaire à raison de 200 gr/m ² minimum			1	
1 couche de résine à base de polyuréthane à raison de 700 gr/m ²			1	
1 toile de renfort marouflée sur la 1ère couche			1	
2 couches de résine à base de polyuréthane à raison de 700 gr/m ²	M ²		1	
Couche de résine				
1 couche de résine à base de polyuréthane à raison de 700 gr/m ²	M ²		1	
Etanchéité par membrane elastomère				
Partie courante bicouche protection rapportée (inaccessibles, rajouter protection)				
<u>Système base</u>				
1 voile d'indépendance			1	
1 membrane élastomère équivalant Elastophene flam 25			1	

1 membrane élastomère équivalent Elastophene flam 70/25	M ²		1	
<u>Système renforcé</u> 1 voile d'indépendance 1 membrane élastomère équivalent Elastophene flam 25 1 membrane élastomère équivalent Elastophene flam 180/25	M ²		1 1 1	
Partie courante monocouche (inaccessibles, accessibles, rajouter protection) 1 voile d'indépendance 1 membrane élastomère armature polyester 180 gr Bande de pontage sur les joints	M ²		1 1 1	
Partie courante bicouche (accessibles, rajouter protection) 1 voile d'indépendance 1 membrane élastomère équivalent Elastophene flam 25 1 membrane élastomère équivalent Elastophene flam 180/25	M ²		1 1 1	
Partie courante bicouche autoprotégée (inaccessibles) <u>Support béton, système base</u> 1 membrane élastomère autoadhésive à froid armature composite équivalent Soprastick SI 1 membrane élastomère armature voile de verre, finition autoprotégée équivalent Elastophene Flam 25 AR	M ²		1 1	
<u>Support béton, système renforcé</u> 1 membrane élastomère autoadhésive à froid armature composite équivalent Soprastick SI 1 membrane élastomère armature polyester finition autoprotégée, équivalent Sopralene Flam 180 AR	M ²		1 1	
<u>Support bac acier, système base sur laine de roche</u> 1 membrane élastomère fixée mécaniquement équivalent Soprafixe HP 1 membrane élastomère armature voile de verre, finition	M ²		1 1	

autoprotégée équivalent Elastophene Flam 25 AR				
<u>Support bac acier, système renforcé sur laine de roche</u> 1 membrane élastomère fixée mécaniquement équivalent Soprafixe HP			1	
1 membrane élastomère armature polyester finition autoprotégée, équivalent Sopralene Flam 180 AR	M ²		1	
<u>Support bac acier, système base sur laine de roche surfacée</u> 1 membrane élastomère équivalent Elastophene flam 25			1	
1 membrane élastomère armature voile de verre, finition autoprotégée équivalent Elastophene Flam 25 AR	M ²		1	
<u>Support bac acier, système renforcé sur laine de roche surfacée</u> 1 membrane élastomère équivalent Elastophene flam 180/25			1	
1 membrane élastomère armature voile de verre, finition autoprotégée équivalent Elastophene Flam 25 AR	M ²		1	
Partie courante monocouche autoprotégée (inaccessibles) 1 membrane élastomère armature 250 gr finition autoprotégée	M ²		1	
Partie courante bicouche protection rapportée (jardin, rajouter protection) <u>Système optimal</u> 1 voile d'indépendance			1	
1 membrane élastomère armature polyester 180 gr			1	
1 membrane élastomère armature polyester 180 gr avec adjonction d'un anti-racine	M ²		1	
Partie courante écran d'indépendance				
Ecran voile de verre 100 gr	M ²		1	
Ecran polyester non tissé 170 gr	M ²		1	
Ecran polyester non tissé 400 gr	M ²		1	

Partie courante (dalle de couverture, d'édicule, auvents ou sur souche en élévation ou autres ouvrages similaires) 1 couche EIF 1 couche bitume élastomère monocouche autoprotégée ardoisé	M ²		1	
Relevé ou retombée d'étanchéité				
EIF + Equerre de renfort + chape élastomère autoprotégée alu 8/100è jusqu'à développé 0,30 ml	ML		1	
Plus value pour hauteur développé supplémentaire de 0,30 ml	ML		1	
EIF + Equerre de renfort + chape élastomère autoprotégée ardoisé coloré jusqu'à développé 0,30 ml	ML		1	
Plus value pour hauteur développé supplémentaire de 0,30 ml	ML		1	
Relevé d'étanchéité sur jardin (terrasse végétalisée) 1 EIF 1 membrane élastomère armature 120 gr/m ² 1 membrane élastomère armature 180 gr/m ² avec adjuvant antiracine jusqu'à développé 0,50 ml	ML		1 1 1	
Plus value pour hauteur supplémentaire à 0,50 ml	ML		1	
Retombée d'étanchéité sur jardin (terrasse végétalisée) 1 EIF 1 membrane élastomère armature 120 gr/m ² 1 membrane élastomère armature 80 gr/m ² avec adjuvant antiracine jusqu'à développé 0,50 ml	ML		1 1 1	
Plus value pour hauteur supplémentaire à 0,50 ml	ML		1	
Protection				
Couche de gravillon pour épaisseur conforme au DTU par centimètre	M ²		1	
Désherbant pour gravillon	M ²		1	

dalles préfabriquées posées sur plots plastiques réglables dimensions 40*40*4				
finition gravillons lavés	M ²		1	
finition sablée	M ²		1	
finition ciment brut	M ²		1	
dalles préfabriquées posées sur plots plastiques réglables dimensions 50*50*5				
finition gravillons lavés	M ²		1	
finition sablée	M ²		1	
finition ciment brut	M ²		1	
plots plastiques réglables				
pour hauteur inférieure à 10 cm	U		1	
pour hauteur inférieure à 20 cm	U		1	
ACCESSOIRES				
Entrées Eaux Pluviales Départ eaux pluviales pour un diam. 80 mm, Moignon en plomb de 2,5 mm d'épaisseur longueur 0,40 m, Platine en plomb de 2,5 mm rapportée et soudée, enduit bitumineux intérieur et extérieur, Crapaudine ou garde greve Plus value pour 10 mm supplémentaire en diamètre supérieur	U			
			1	
	U		1	
Naissances trop plein Manchon cuivre longueur 0,40 m, Diam 60mm, Platine en plomb de 2,5 mm rapportée et soudée, enduit bitumineux intérieur et extérieur, Renfort en chape bitume armé type 40 soudée,	U			
			1	
Descentes Pluviales Tuyau de descente EP extérieur en PVC y compris colliers et accessoires				
diamètre 100	MI		1	
diamètre 150	MI		1	
Tuyau de descente EP extérieur en zinc y compris colliers et accessoires				
diamètre 100	MI		1	
diamètre 150	MI		1	

Dauphin fonte sur 1 ml en pied de descente				
diamètre 100	U		1	
Boîte à eau en zinc				
30*30 avec trop plein	U		1	
Joint de dilatation sur double costière béton 1 sous couche par membrane d'étanchéité, 1 bande type néodyl, 1 cordon type néodyl, 1 habillage du joint par chape d'étanchéité autoprotégée aluminium	ML		1	
Joint de dilatation sur double costière métallique 1 habillage du joint par chape d'étanchéité autoprotégée aluminium	ML		1	
Joint de dilatation plat avec protection 1 sous couche par membrane d'étanchéité, 1 bande type néodyl, 1 cordon type néodyl, 1 habillage du joint par chape d'étanchéité autoprotégée aluminium Protection par dalles béton pour voirie légère	ML		1	
Bande de rive en finitions d'acrotère				
Bande de rive en aluminium brut extrudé 35/80	ML		1	
Coefficient pour bande de rive a rehausse h=50mm	ML		1	
Coefficient pour bande de rive a rehausse h=70mm	ML		1	
Coefficient pour bande de rive a rehausse h=115mm	ML		1	
Coefficient pour bande de rive a rehausse h=170mm	ML		1	
Bande de rive en zinc avec ourlet simple	ML		1	
Bande de rive en zinc avec ourlet rechassé	ML		1	
Bande pare gravier en zinc ajouré	ML		1	
Bande pare gravier en zinc ajouré avec retombée par ourlet rechassé	ML		1	
Couvertine				

Couvertine en acier galvanisé largeur dev. < 0,50 ml	ML		1	
Couvertine en acier galvanisé largeur dev. entre 0,50 et 0,80 ml	ML		1	
Couvertine en aluminium largeur dev. < 0,50 ml	ML		1	
Couvertine en aluminium largeur dev. entre 0,50 et 0,80 ml	ML		1	
Bande de solin				
Bande solin en aluminium brut	ML		1	
Solin ciment zinc	ML		1	
Solin plâtre zinc	ML		1	
Lanterneaux				
Lanterneau ouvrant accès terrasse dôme polycarbonate 1200 joules	M ²		1	
Lanterneau ouvrant désenfumage dôme polycarbonate 1200 joules	M ²		1	
Lanterneau fixe éclairage zénithal dôme polycarbonate 1200 joules	M ²		1	
Barre d'accroche pour échelle sur lanterneau compris crosse de sortie	U		1	
Double dôme à bords plats 100*100	U		1	
Double dôme à bords plats 200*100	U		1	
Double dôme à bords tombés 100*100	U		1	
Double dôme à bords tombés 200*100	U		1	
Remplissage polycarbonate 100*100	U		1	
Remplissage polycarbonate 200*100	U		1	
Grille 100*100 de protection en sous face	U		1	
Kit de rangement d'une échelle y compris cadenas et clés	U		1	
Gouttières-Chéneaux				
Gouttière en PVC de 0.33 dev. Compris crochet et accessoires	ML		1	
Gouttière en zinc de 0.33 dev. Compris crochet et accessoires	ML		1	
chéneau en acier épaisseur 20/10° galvanisé développé 0,50 ml	ML		1	
Garde-grève carré avec couvercle amovible 200*200	U		1	

Crapaudines diamètre 100 à 200	U		1	
PROTECTION ANTICHUTE				
<i>Garde-corps sur acrotère et dalle</i>				
garde-corps en acier galvanisé ,Poteaux droits	ML		1	
garde-corps en acier galvanisé ,Poteaux inclinés	ML		1	
garde-corps en aluminium, Poteaux droits	ML		1	
garde-corps en aluminium,Poteaux inclinés	ML		1	
garde-corps en aluminium rétractables	ML		1	
garde-corps en aluminium Autoportants	ML		1	
<i>Point d'ancrage individuel</i>	U		1	
<i>Sauts de loup</i>				
Version 1 marche	U		1	
Version 2 marches	U		1	
Version 3 marches	U		1	
CONSOMMABLES Réparation diverses				
Membrane élastomère type Sopralast 50TV Alu	M²		1	
Membrane élastomère type Elastophene 180/25	M²		1	
membrane elastomère type Sopralene Flam 180 AR	M²		1	
Membrane élastomère type Chape Atlas (relvée)	M²		1	
Bande d'étanchéité autocollante à froid auto-protégée type COBAND	MI		1	
Résine type Flashing	Kg		1	
colorant pour recherche de fuite	L		1	
cartouche mastic silicone	U		1	
cartouche scellement chimique	U		1	
divers colliers et fixations	U		1	
OPERATION DE REBOUCHAGE SUITE A DIAGNOSTIC AMIANTE				
Methode de FLASHING				
½ journée d'accompagnement puis rebouchage par méthode de Flashing (1 à 7 rebouchages)	U		10	

1 journée d'accompagnement puis rebouchage par méthode de Flashing (8 à 20 rebouchages)	U		5	
2 journées d'accompagnement puis rebouchage par méthode de Flashing (supérieur à 20 rebouchages ou interventions sur plusieurs terrasses)	U		1	
Methode par Soudure Chalumeau				
½ journée d'accompagnement puis rebouchage par Soudure Chalumeau (1 à 7 rebouchages)	U		7	
1 journée d'accompagnement puis rebouchage par Soudure Chalumeau (8 à 20 rebouchages)	U		3	
2 journées d'accompagnement puis rebouchage par Soudure Chalumeau (supérieur à 20 rebouchages ou interventions sur plusieurs terrasses)	U		1	